



responsabilité du Président, n'est pas une bonne pratique. Nous devons discuter de ces questions et prendre des décisions appropriées de manière à ce que des lignes directrices précises puissent être définies avant la prochaine session de la Conférence ministérielle. Les propositions faites par de nombreux Membres, dont l'Inde, pourraient servir de base à ces discussions.

6. Bien que le programme de travail de Doha porte sur un trop grand nombre de questions dont certaines ne sont pas liées au commerce, nous y avons vu certains éléments permettant d'aborder sous un angle nouveau les questions présentant un intérêt particulier pour les pays en développement. Mais maintenant, nous éprouvons une profonde déception car nous voyons qu'il a été fait bien peu de cas de la dimension développement envisagée dans le cadre du Programme. Nous estimons que le projet de déclaration ministérielle de Cancún laisse beaucoup à désirer sur les questions de mise en œuvre et nuit grandement aux intérêts des pays en développement pour ce qui est de l'agriculture, des droits de douane sur les produits industriels et des questions de Singapour. Force est de constater qu'il ne répond pas aux aspirations légitimes des pays en développement et qu'il cherche plutôt à mettre en avant et à défendre les vues de certains pays développés.

7. L'avancement des travaux sur les questions de mise en œuvre dément ce que l'on a laissé entendre, à savoir que, une fois pris par les Ministres, les engagements seraient respectés. Il avait été convenu que les négociations sur les questions de mise en œuvre en suspens feraient "partie intégrante du programme de travail" et seraient traitées "de manière prioritaire". Or, aucun des délais fixés à Doha pour résoudre ces questions n'a été respecté. Dans certains cas, le mandat lui-même a été remis en question. Pire encore, le projet de texte ministériel ne donne pas la priorité à ces questions. Il ne prévoit aucun délai pour l'adoption de décisions en vue de leur apporter une solution. Il en va tout autrement pour les questions intéressant les pays développés, sur lesquelles des décisions doivent être prises dans des délais précis. Si nous ne redonnons pas la priorité aux questions de mise en œuvre en suspens, les pays en développement seront forcés de conclure que l'élément "développement" du Programme de Doha pour le développement est vide de sens. Pussions-nous ne pas dire, au sujet des questions de mise en œuvre, que les attentes sont souvent déçues, surtout là où les promesses sont les plus grandes. Il est décevant aussi de voir que le projet de décision sur les dispositions relatives au traitement spécial et différencié laisse de nombreuses questions non résolues, alors que les Ministres avaient clairement affirmé que toutes ces dispositions devraient être rendues plus précises, plus effectives et plus opérationnelles et que celles qui n'étaient pas impératives devraient être rendues

8. Il est essentiel que les pays développés s'engagent à éliminer les distorsions dans l'agriculture mondiale résultant de leurs politiques pour que nous puissions surmonter nos divergences dans ce domaine. Le rapport de la Banque mondiale sur les perspectives économiques mondiales en 2004





